

# Refus du référendum : la gauche et l'État veulent bâillonner le peuple



Magnifique succès contre le projet « Horizon ». Près de 1 000 patriotes (600 selon la police) ont manifesté devant la mairie de Callac, samedi 5 novembre, à l'appel de l'Association « Les amis de Callac et le comité d'organisation contre le projet Horizon », en présence notamment de Gilbert Collard.

Le maire a refusé de recevoir la délégation qui avait demandé à le rencontrer afin de dialoguer.

Ce maire ne connaît qu'une méthode, le passage en force, même si, comme il le dit lui-même, « 80 % de la population est contre le projet « Horizon » ». Il piétine la démocratie, sans états d'âme !

Au lieu de dialoguer avec ceux qui sont opposés à son projet et prendre en compte l'avis des Callacois, le maire s'est caché et son équipe municipale a été se « réfugier », au

milieu du « fest-deiz » la contre-manifestation des antifas, groupuscule gauchiste ultra-violent.

Alors que la manifestation des patriotes s'est réunie dans le calme et sans aucun incident, les nervis que la mairie soutient ont attaqué les forces de l'ordre dans l'espoir d'arriver jusqu'à la place de la mairie pour agresser notre manifestation.

Des affrontements très violents ont eu lieu. C'est grâce au grand professionnalisme de la police qu'ils en ont été empêchés, évitant ainsi un drame qui aurait certainement occasionné de nombreux blessés voire plus.

Le maire, et surtout sa première adjointe (Laure-Line INDERBITZIN) – personne complètement exaltée – qui est en fait celle qui pilote cette politique municipale voulant à toute force amener nombre de migrants à Callac. Politique devant laquelle le maire accepte de se coucher et d'assumer la responsabilité.

La photo qui est en tête de cet article vous permettra de constater :

Que l'équipe municipale, avec écharpe tricolore, était au meeting des antifas ultra-violents  
Qu'ils haïssent la France et les Français, donc vous les Callacois.

En effet devant la tribune où ils trônent, il y a une pancarte. On peut y lire :

**« Réfugiés, ne nous laissez pas seuls avec les Français ! »**

Peuvent-ils dire plus clairement leur détestation de la France et des Français ?

Oui, Callacois... ils vous détestent et vous méprisent. Ils n'ont pas de mots assez durs pour vous le dire.  
Comme d'ailleurs tout le reste du pays et sa population.

Voilà ce qu'est la « gauche », des gens qui se prétendent attachés à la démocratie et aux « valeurs de la République », mais qui dans tous leurs actes et discours vous prouvent que c'est exactement le contraire.

Et c'est nous qu'ils accusent d'être d'extrême droite et même d'être « fascistes » alors que c'est nous qui nous battons pour qu'ils vous consultent par référendum et respectent votre volonté.

Ce 5 novembre les masques de cette équipe municipale sont définitivement tombés. Ils sont contre la démocratie, pour la destruction de la France et ils vous méprisent totalement.

Si les choses sont en train de se clarifier au sujet de l'équipe municipale, qui apparaît au grand jour pour ce qu'elle, il n'en va pas de même pour la situation à Callac. On peut même dire que les choses deviennent de plus en plus compliquées.

D'abord, du côté de la mairie. Même s'ils sont allés se réfugier chez les antifas, ces derniers ne sont pas là tous les jours et le reste du temps, les élus doivent côtoyer leurs administrés en étant de plus en plus mal vus par les habitants qui comprennent de mieux en mieux le petit jeu détestable de la municipalité.

Cette dernière serait d'ailleurs à deux doigts de « lâcher l'affaire », car en face la mobilisation ne cesse de gonfler.

Ensuite, du côté de l'État. Les chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur (600 manifestants contre le projet Horizon) inquiètent le pouvoir pour deux raisons :

- ils ne cessent de monter à Callac
- la mobilisation et les soutiens en France augmentent aussi.

Tout cela est ennuyeux pour le pouvoir, qui va bientôt supprimer le « bouclier tarifaire » et là, les Français vont pouvoir vraiment mesurer les conséquences de la politique folle de Macron.

Électricité, gaz, essence, fuel domestique, l'explosion attendue des prix va certainement se doubler d'une colère sociale, car finir le mois va devenir impossible pour des millions de gens.

L'atmosphère du pays est très fortement inflammable.

Alors voir se développer d'autres sujets de conflits comme Callac, c'est un luxe dont se passerait bien le pouvoir.

Donc le pouvoir cherche à reprendre la main sur le dossier de Callac afin que les choses ne s'enveniment pas plus qu'elles ne le sont à ce jour.

Il semble d'ailleurs que sa stratégie ne soit pas encore bien arrêtée.

Hier, on nous disait du côté de l'État : « le projet Horizon est une initiative privée, on n'y peut rien ».

Aujourd'hui, c'est l'exact inverse : « l'immigration relevant des compétences de l'État, il ne peut pas y avoir de référendum, sinon ce serait illégal. D'autre part, c'est l'État qui pilote »... et plus la mairie.

Cela fait un peu... panique à bord.

Notons toutefois qu'au niveau de la municipalité ou de l'État, ils adoptent la même position :

« Demander au peuple, vous n'y pensez pas ! ».

À Callac, la mairie refuse parce que le peuple n'est pas d'accord tandis qu'au niveau de l'État, c'est au nom d'un prétendu texte de loi et de ses compétences que le référendum serait illégal.

Mais la conclusion est la même : il y a les sachants qui savent et imposent leurs vues au peuple qui n'est qu'une bande d'abrutis qui ne comprennent rien.

Leur demander leur avis, ce serait donner de la confiture aux cochons. État et mairie sont d'accord sur ce point, c'est indiscutable.

Au final, il semble donc que l'État s'oriente vers une reprise

en main du dossier en déléguant des pouvoirs de service public à une association (Viltaïs) qui serait chargée de l'accompagnement des familles de migrants de Callac.

Quant à Merci et son projet Horizon, on ne sait pas trop quel sera son rôle dans ce nouveau contexte, sauf que cette association ne sera certainement plus la « tête de gondole du projet ».

Enfin, s'agissant de la mairie, si c'est l'État qui reprend la main, elle pourra toujours répondre : « ce n'est pas de notre faute, c'est l'État qui nous impose ceci ou cela ». Commode...

Nous en saurons sans doute plus dans les prochains jours. Mais pour nous... le combat continue.

**Bernard Germain**